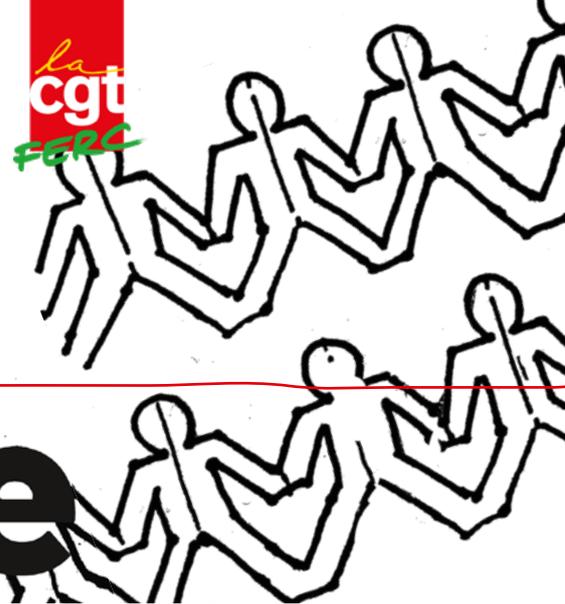


18 décembre
Journée mondiale des migrants

le 14 décembre

**Refusons
le piège de la division**
**Mobilisons-nous
pour les droits
des travailleur·ses
immigré·es**



A lors que nous traversons, en France, une crise politique extrêmement grave, le gouvernement réactionnaire et ...démissionnaire (puisqu' censuré) persiste à envoyer des messages xénophobes d'une rare violence.

Le ton est donné au niveau européen !

À l'instar du Danemark, de la Suède, et de la Norvège, il n'aura pas fallu plus de 48 h à Bruno Retailleau, l'ex-ministre de l'Intérieur, pour réagir à la chute d'Assad, et annoncer vouloir suspendre l'examen des demandes d'asile de réfugié·es syrien·es. L'Allemagne choisit de geler les demandes, tandis que l'Autriche souhaiterait réexaminer les demandes déjà traitées et organiser le retour en Syrie des demandeur·ses d'asile installé·es sur son territoire. Retailleau montre encore une fois son obsession anti-migratoire et son mépris pour les populations réfugiées, alors que la situation est loin d'être stabilisée en Syrie, ou dans bien d'autres pays en guerre qui conduisent à l'exil.

Les discours xénophobes qui criminalisent les migrant·es cachent une attaque plus large contre l'ensemble des droits sociaux.

L'ex-ministre de l'Intérieur continue de pointer du doigt les travailleuses et travailleurs immigré·es, avec ou sans papiers, les rendant responsables des maux sociaux et économiques. **Cette stratégie raciste vise à diviser les salarié·es et détourner l'attention des régressions sociales et destructions d'emplois en cours, quelle que soit leur nationalité.**

En effet, sous couvert de « maîtrise des flux migratoires », le gouvernement réduit l'accès à des dispositifs sociaux et sanitaires essentiels, comme l'Aide Médicale d'État (AME), renforce la précarité au sein du monde du travail, et cède face aux injonctions de l'extrême droite.

Vraie question de santé publique, l'AME est une nécessité. Attaquer l'AME c'est exposer l'ensemble de la population à des risques infectieux ou des maladies graves qui induiraient une prise en charge par des services d'urgence déjà saturés... En réalité, ces restrictions touchent directement tou·tes les travailleur·ses et renforcent la pression sur les conditions de travail, notamment en multipliant les contrats précaires.

Les politiques xénophobes des derniers ministres de l'intérieur doivent être combattues, comme les organisations progressistes l'ont toujours fait. La Fédération CGT de l'Éducation, la Recherche et la Culture est en première ligne dans ce combat.

La FERC CGT appelle à mettre fin à cette obsession migratoire xénophobe et dangereuse, et à respecter les droits de chaque personne, chaque famille, chaque jeune, avec ou sans papiers, indépendamment de sa nationalité, de son origine, de sa religion, de son orientation sexuelle et de genre. C'est le sens de son engagement notamment dans RESF, RUSF, JUJIE.

**La FERC CGT porte le projet d'une école ouverte, laïque, gratuite, émancipatrice
où toutes et tous ont leur place, sans discrimination ni marchandisation.**

Le 14 décembre, la FERC CGT appelle aux mobilisations et manifestations unitaires qui auront lieu partout en France, suivie du 18 décembre, journée mondiale pour les droits des migrant·es, pour défendre leurs droits et leur dignité et dire non à cette politique de division et de précarisation.

Ensemble, défendons l'égalité des droits pour toutes et tous
NOUS TRAVAILLONS ICI, NOUS VIVONS ICI, ET NOUS RESTONS ICI !